

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU JURA

**DIRECTION
DES ACTIONS DE L'ETAT**

Bureau de l'Environnement

Tel. 84.85.86.00**ARRÊTÉ N° 1157****Installations Classées pour la
Protection de l'Environnement**
-----**SOCIÉTÉ JURASSIENNE D'ENTREPRISE
39570 MESSIA SUR SORNE
(Carrière de LES MOLUNES)****LE PRÉFET,****Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

- VU la Loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et le Décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour son application ;
- VU la Loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 modifiée sur l'eau ;
- VU le Code Minier et notamment son article 4 ;
- VU le Code de l'Urbanisme ;
- VU le Code Rural et notamment ses articles 98, 103 et suivants ;
- VU le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 20 et L 736 à L 740 ;
- VU le Code de la Voirie Routière ;
- VU la Loi du 31 décembre 1913 modifiée sur la protection des monuments historiques ;
- VU la Loi du 2 mai 1930 modifiée sur la protection des sites ;
- VU la Loi n° 76.629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et le Décret n° 77.1141 du 12 octobre 1977 modifié pris pour son application ;
- VU la loi n° 93.24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques ;
- VU la nomenclature des installations classées ;
- VU l'Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières ;

VU l'Arrêté Interministériel du 1er février 1996 fixant le modèle d'attestation des garanties financières prévue à l'article 23.3 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 ;

VU la demande datée du 24 avril 1996 de la SOCIÉTÉ JURASSIENNE D'ENTREPRISE, dont le siège social est à MESSIA-SUR-SORNE, à l'effet d'être autorisée à renouveler l'autorisation d'exploiter une carrière de roches massives sur le territoire de la commune de LES MOLUNES ;

VU l'arrêté préfectoral n° 786 en date du 3 juillet 1996 prescrivant le déroulement d'une enquête publique du 3 septembre au 3 octobre 1996 ;

VU le registre d'enquête publique, les conclusions et l'avis du Commissaire-Enquêteur en date du 30 octobre 1996 ;

VU les avis de Messieurs :

- le Directeur Régional de France Télécom en date du 3 septembre 1996,
- le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 30 septembre 1996,
- le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 3 octobre 1996,
- le Chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine du Jura en date du 9 octobre 1996,
- le Président du Parc Naturel Régional du Haut-Jura en date du 16 octobre 1996,
- le Directeur Régional de l'Environnement de Franche-Comté en date du 18 octobre 1996,
- le Directeur Départemental de l'Equipement en date du 7 novembre 1996 ;

VU la délibération du Conseil Municipal de BELLECOMBE en date du 11 septembre 1996 ;

VU la délibération du Conseil Municipal de LES MOLUNES en date du 08 octobre 1996 ;

VU la délibération du Conseil Municipal de SEPTMONCEL en date du 17 octobre 1996 ;

CONSIDÉRANT l'absence d'avis de Monsieur le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Franche-Comté ;

CONSIDÉRANT l'absence d'avis de Messieurs les Maires des communes de LES MOUSSIERES et VILLARD-SAINT-SAUVEUR ;

VU l'avis et les propositions de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Franche-Comté en date du - 4 JUIN 1997

VU l'avis de la Commission Départementale des Carrières en date du 17 JUIL. 1997

L'Exploitant entendu ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Jura ;

A R R E T E,

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1er - La Société Jurassienne d'Entreprise, représentée par son Directeur M. JACQUOT Gilbert, dont le siège social est à 39570 MESSIA-SUR-SORNE, est autorisée, sous réserve du strict respect des conditions fixées par le présent arrêté, à exploiter une carrière à ciel ouvert, de roches massives sur le territoire de la commune de LES MOLUNES.

ARTICLE 2 - L'exploitation doit être conduite et les installations disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires au présent arrêté.

La présente autorisation n'est accordée que sous réserve des droits des tiers qui demeurent expressément réservés.

Sans préjudice des autres prescriptions figurant au présent arrêté, sont applicables à l'exploitation les dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 ci-joint, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux et notamment les articles :

- 9 : déboisement et défrichage
- 10.1 : technique de décapage
- 11.4 : abattage à l'explosif
- 13 : accès - clôture - signalisation du danger
- 17 : prévention des pollutions - dispositions générales
- 18.1 : prévention des pollutions accidentelles
- 18.2 : rejets d'eau dans le milieu naturel
- 19 : limitation de l'émission et de l'envol des poussières
- 20 : équipements de lutte contre l'incendie
- 21 : élimination des déchets
- 22 : prévention du bruit et des vibrations mécaniques

ARTICLE 3 - Les installations, objet de la présente autorisation, relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement :

. rubrique n° 2510.1 : Exploitation de carrière.

AUTORISATION

. rubrique n° 2515-1 : broyage, concassage, criblage - puissance installée < 200 kW.

DÉCLARATION

ARTICLE 4 - La production moyenne annuelle est de 5 000 tonnes. La quantité totale autorisée à extraire est de 110 000 tonnes environ.

La production pourra atteindre 20 000 tonnes pour satisfaire les besoins de chantiers exceptionnels.

ARTICLE 5 - Le site de la carrière porte sur une superficie de 1 ha 12 a.

ARTICLE 6 - Les limites de la carrière sont celles définies sur le plan à l'échelle 1/1000° annexé à la demande susvisée, dont une copie réduite est jointe au présent arrêté en annexe 1.

La référence cadastrale des terrains concernés par la présente autorisation est la suivante : AK 103, AK 102 pour partie.

ARTICLE 7 - L'autorisation est accordée pour une durée de 20 ans qui inclut la remise en état complète du site dont les modalités sont définies aux articles 26 et suivants du présent arrêté.

AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES

ARTICLE 8 - L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur la voie d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

ARTICLE 9 - Préalablement à la remise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer :

- 1°) des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;
- 2°) des bornes de nivellement ;
- 3°) une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation qui enfermera la première tranche de travaux. Cette clôture ne sera interrompue qu'au niveau de l'accès par une barrière qui sera fermée en dehors des périodes effectives d'exploitation ; elle sera placée côté intérieur de la carrière le long du merlon prévu à l'article 12 ;
- 4°) des pancartes placées bien en vue et laissées en place pendant toute la durée de l'exploitation signaleront l'existence de la carrière et l'interdiction formelle de pénétrer à toute personne étrangère à l'entreprise. Elles seront régulièrement espacées, à raison d'au moins un panneau par cent mètres, sur la clôture précitée, ainsi que sur le merlon.

Ces aménagements doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

ARTICLE 10 - Dès que les aménagements du site permettant la mise en service effective de la carrière ont été mis en place, tels qu'ils sont précisés aux articles 9 et 10 ci-dessus, le titulaire de la présente autorisation adresse au Préfet une déclaration de début d'exploitation, en trois exemplaires.

MODALITÉS D'EXTRACTION ET CONDUITE DE L'EXPLOITATION

ARTICLE 11 - PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

En cas de découverte "fortuite" de vestiges archéologiques, les lieux seront aussitôt laissés en l'état et le permissionnaire en avisera immédiatement la Direction Régionale des Affaires Culturelles en Franche-Comté à BESANÇON.

Durant les travaux de décapage et d'extraction, et en cas de découverte, il appartiendra aux deux parties de formaliser éventuellement un accord, par convention ou équivalent, établi conformément aux dispositions réglementaires en vigueur et qui définira les modalités liées à la protection du site.

ARTICLE 12 - ÉPAISSEUR D'EXTRACTION ET GÉOMÉTRIE DES FRONTS

12.1 L'exploitant, dans les six mois suivant l'autorisation, doit remblayer la zone exploitée hors zone NCc à l'aide des matériaux de la carrière conformément au plan approuvé par la Direction Départementale de l'Équipement (annexe 2) et doit végétaliser le merlon réalisé en bordure du chemin départemental 292 E1 et du chemin communal n° 1, les résineux devront être largement minoritaires par rapport aux espèces buissonnantes et arbustives. La densité des plantations doit être telle qu'à l'issue de cette période de six mois, la moitié de la superficie totale du merlon soit recouverte par les plantes. Ce merlon doit permettre une entrée de la carrière en biais afin de diminuer l'impact depuis le croisement entre les deux chemins précédents.

12.2 L'épaisseur d'extraction maximale ne doit pas dépasser 15 mètres.

12.3 La cote minimale du carreau principal ne doit pas être inférieure à 1 201 mètres NGF.

12.4 Les fronts doivent être constitués de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale.

12.5 Les bords de l'excavation sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

L'exploitation de la masse doit être arrêtée, à compter des bords de la fouille, à une distance horizontale telle que, compte tenu de la nature et de l'épaisseur tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'équilibre des terrains voisins ne soit pas compromis.

ARTICLE 13 - MÉTHODE D'EXPLOITATION - MATÉRIEL - ENGINS

L'exploitation doit être divisée en deux phases :

- mise à niveau (cote 1 201) du carreau définitif sur l'ensemble de la partie déjà extraite.

- exploitation de la zone non encore extraite en partant vers l'Est jusqu'en limite, puis en revenant vers le Sud.

Les matériaux bruts abattus sont repris par un chargeur et transportés à l'installation mobile de concassage-criblage dont la position pourra évoluer en fonction de la zone mise en exploitation.

Les matériaux ne sont pas lavés. Il n'y a pas d'utilisation d'eau.

Aucun carburant ne doit être stocké sur la carrière. L'approvisionnement périodique des engins doit être réalisé sur une aire capable de récupérer les égouttures.

La hauteur maximale des stocks ne doit pas dépasser la cote 1215, cote du terrain naturel afin de ne pas être visibles.

VOIRIES - ACCÈS LA CARRIÈRE ET DESSERTE

ARTICLE 14 - VOIRIES

Le présent arrêté ne fait pas obstacle à la réglementation applicable en matière de contribution de l'exploitant à la remise en état des voiries départementales et communales, en particulier les articles L 131.8 et L 141.9 de la loi n° 89.413 du 22 juin 1989 relative au Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 15 - DESSERTE DE LA CARRIÈRE

Elle se situe au croisement des deux chemins longeant la carrière et doit être réalisée conformément aux prescriptions de l'article 12.

REGISTRE ET PLANS

ARTICLE 16 - L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les bords de la fouille,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- les zones remises en état,
- la position des éléments de surface à protéger visés à l'article 12.5 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

ARTICLE 17 - Ce plan est mis à jour au moins une fois par an ; l'exploitant doit le tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement.

PRÉVENTION DES POLLUTIONS

ARTICLE 18 - BRUIT

Les niveaux limites maximum de bruit à ne pas dépasser, en limite de la zone d'exploitation, sont fixés comme suit :

- . les jours ouvrables de 7 h 00 à 20 h 00 : 65 dB (A)
- . tous les jours de 22 h 00 à 6 h 00 : 55 dB (A)
- . au cours des autres périodes : 60 dB (A)

Les différents niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré LACQ.

L'évaluation du niveau de pression continu équivalent incluant le bruit particulier de l'ensemble de l'installation est effectuée sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant de celle-ci.

L'exploitant doit réaliser, à la demande de l'inspecteur des installations classées, un contrôle périodique des niveaux sonores.

ARTICLE 19 - VIBRATIONS

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de fréquence en Hz	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

Le respect de la valeur ci-dessus sera vérifié dès les premiers tirs réalisés sur la carrière et dans les conditions représentatives d'exploitation, puis à la demande de l'inspecteur des installations classées par campagnes périodiques.

Les résultats des mesures doivent être transmis à l'inspecteur des installations classées.

REMISE EN ETAT DU SITE

ARTICLE 20 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

20.1 L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

La remise en état doit être coordonnée à l'exploitation.

20.2 La remise en état comporte :

- . la mise en sécurité des fronts de taille,
- . le nettoyage de l'ensemble des terrains et la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- . l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage compte tenu de la vocation ultérieure du site.

ARTICLE 21 - SURFACE À REMETTRE EN ÉTAT

La surface à remettre en état est de 1,12 ha.

ARTICLE 22 - MODALITÉS DE REMISE EN ÉTAT

La carrière doit être remise en état selon les modalités prévues ci-après, telles que définies par le pétitionnaire (annexe 2).

Les fronts définitifs de bonne tenue pourront être conservés après une purge sérieuse et devront être protégés par un piège à blocs disposé sur le carreau.

Les fronts situés en zone de fracture, éventuellement zone terreuse, seront inclinés et talutés selon une pente moindre tenant compte de la nature des terrains, de l'épaisseur, de l'équilibre des terrains voisins.

Les pièges à blocs seront en matériaux terreux, plantés d'espèces locales.

Des îlots végétalisés devront recouvrir le carreau sur au moins la moitié de sa surface.

Le merlon végétalisé prévu à l'article 12 devra être entretenu.

ARTICLE 23 - DATE DE FIN DE LA REMISE EN ÉTAT

La remise en état totale du site doit être achevée 6 mois avant le terme de l'autorisation.

ARTICLE 24 - REMISE EN ÉTAT NON CONFORME À L'ARRÊTÉ D'AUTORISATION

Toute infraction aux prescriptions ci-dessus relatives aux conditions de remise en état constitue après mise en demeure un délit conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi du 19 juillet 1976.

FIN D'EXPLOITATION

ARTICLE 25 - L'exploitant doit adresser au Préfet, 1 an avant le terme de l'autorisation, une notification de fin d'exploitation et un dossier comprenant :

- . le plan à jour de l'installation (accompagné de photos) ;
- . le plan de remise en état définitif ;
- . un mémoire sur l'état du site.

Le mémoire sur l'état du site précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 susvisée, et notamment :

- 1°) l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site ;
- 2°) la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées ;
- 3°) l'insertion du site de l'installation dans son environnement ;
- 4°) en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

Lorsque les travaux prévus pour la cessation d'activité par l'arrêté d'autorisation sont réalisés, l'exploitant en informe le Préfet.

DISPOSITIONS A CARACTÈRE ADMINISTRATIF

ARTICLE 26 - SANCTIONS EN MATIÈRE D'INFRACTION AUX RÈGLEMENTS D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ DU PERSONNEL

Sans préjudice des sanctions de toutes natures prévues par la législation et la réglementation relatives aux installations classées, les infractions aux dispositions du règlement de police des carrières en matière de sécurité et de santé du personnel seront passibles des sanctions prévues à l'article 141 du Code Minier.

Au besoin, l'interdiction provisoire ou définitive de l'exploitation pourra être prononcée, si les travaux d'exploitation de la carrière sont de nature à compromettre gravement la sécurité et la santé du personnel.

ARTICLE 27- Le présent arrêté cesse de produire effet lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 28 - Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 29 - Le changement d'exploitant est subordonné à une nouvelle autorisation accordée dans les conditions prévues à l'article 23.2 du décret n° 77.1133 du 21 juillet 1977.

ARTICLE 30 - Lorsqu'il se produit dans la carrière des faits et dommages de nature à compromettre la sécurité et la salubrité publique, l'exploitant doit en aviser immédiatement le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement et le maire de la commune.

ARTICLE 31 - Le titulaire de la présente autorisation est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article premier de la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE 32 - DÉLAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Les tiers disposent d'un délai de 6 mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation prévu à l'article 10 du présent arrêté.

ARTICLE 33 - PUBLICITÉ ET NOTIFICATION

Le présent arrêté sera notifié à la Société Jurassienne d'Entreprise.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un extrait sera publié, aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux et affiché en mairie de LES MOLUNES par les soins du Maire pendant un mois.

ARTICLE 34 - EXÉCUTION

Messieurs le Secrétaire Général de la Préfecture du JURA, le Maire de LES MOLUNES ainsi que le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera également adressée à :

- . Madame le Sous-Préfet de SAINT-CLAUDE,
- . Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement

- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Monsieur le Directeur de la Protection Civile,
- Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France,
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Franche-Comté - Subdivision de LONS LE SAUNIER,
- Messieurs les Maires des communes de BELLECOMBE, LES MOUSSIERES, VILLARD-SAINT-SAUVEUR, SEPTMONCEL

Fait à LONS LE SAUNIER, le **2 SEP. 1997**

LE PRÉFET,

Pour ampliation,
Pour le Préfet,
et par délégation,
l'Attaché Chef de Bureau,


Michèle GRÉA



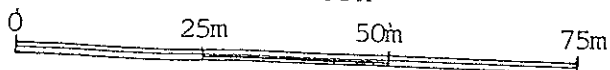
Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Philippe LEVESQUE

SITUATION

EMPLACEMENT DE LA CARRIERE SUR PLAN AGRANDI

Echelle 1/1000° environ

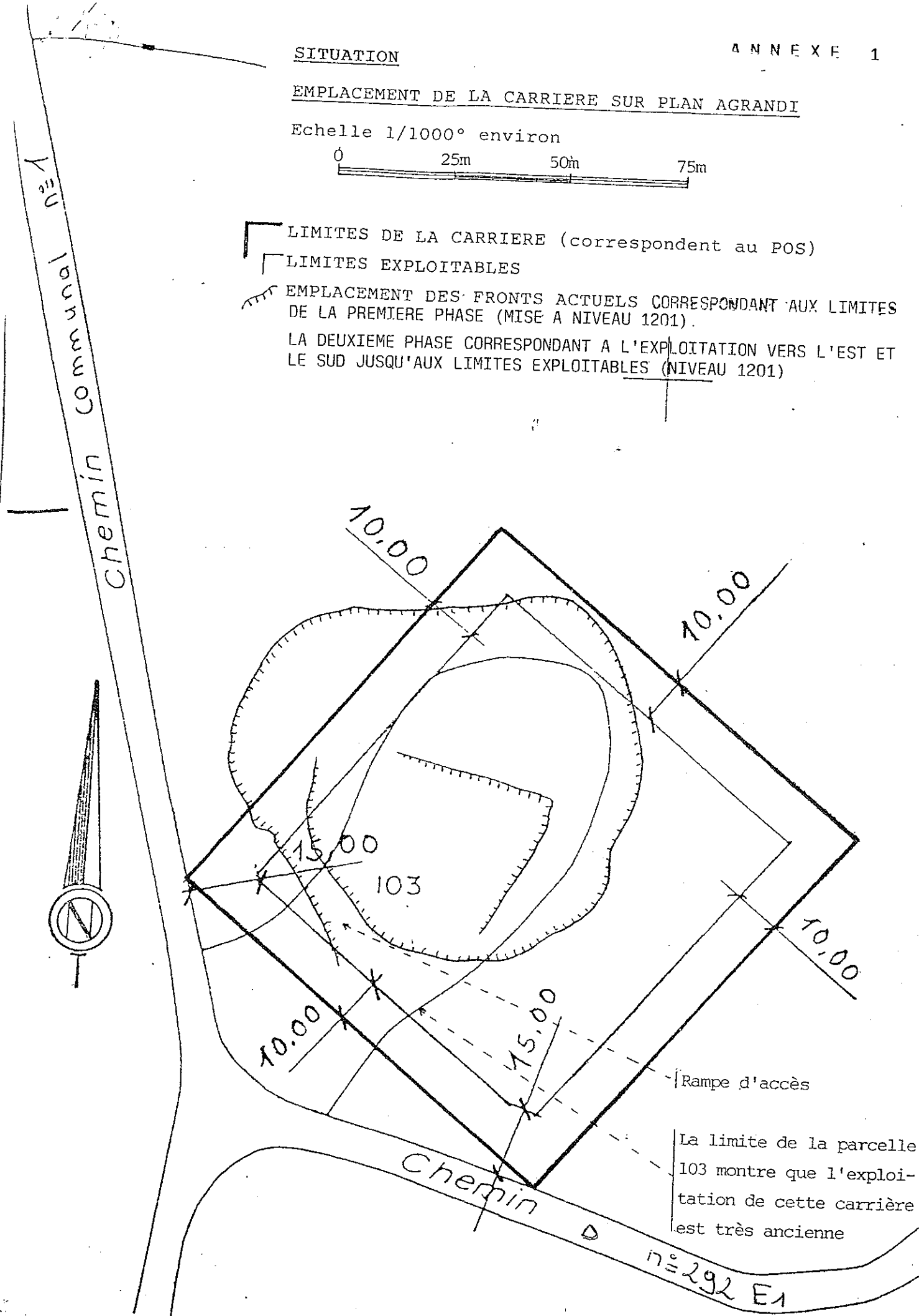


┌ LIMITES DE LA CARRIERE (correspondent au POS)

└ LIMITES EXPLOITABLES

┌ EMPLACEMENT DES FRONTS ACTUELS CORRESPONDANT AUX LIMITES DE LA PREMIERE PHASE (MISE A NIVEAU 1201).

LA DEUXIEME PHASE CORRESPONDANT A L'EXPLOITATION VERS L'EST ET LE SUD JUSQU'AUX LIMITES EXPLOITABLES (NIVEAU 1201)



EVOLUTION DE LA CARRIERE

VUE EN COUPES ET EN PLAN

ETAT EN FIN D'EXPLOITATION

Légende plan

- Limite autorisation
- - - Limite exploitation
- - - Limites routes-parcelles
- - - Emplacement des fronts
- - - merlon, piège à blocs
- - - Emplacement des coupes
- - - Secteur boisé ou reboisé
- - - Secteur recouvert de terre
- - - Sens d'exploitation
- - - Emplacement ligne électrique
- - - Talus peu incliné

Légende coupes

- ▲ Limite autorisation
- ▽ Limite exploitation
- △ Merlon, piège à blocs,
- └ Clôture
- ▤ Secteur boisé ou reboisé
- ▥ Secteur recouvert de terre de découverte
- ⋯ Passage ligne électrique

ECHELLE PLAN 1/1000°

ECHELLE COUPES 1/500°

